

Brésil: le TSE analyse avec les commandants de la Police militaire les élections présidentielles

Image not found or type unknown

La Havane, 23 nov. (RHC)- Le président du Tribunal Supérieur Electoral du Brésil (TSE), Alexandre de Moraes, a prévu ce mercredi une réunion avec les commandants de la Police Militaire (PM) afin

d'analyser les élections passées et d'aligner de nouveaux objectifs.

Le site Metrôpoles précise que la réunion était prévue avant les deux tours des élections le 2 et 30 octobre.

Cependant, cette dernière convocation des chefs de police est critiquée par les alliés du leader d'extrême droite vaincu, Jair Bolsonaro, qui compte les forces de sécurité dans sa base politique et qui remet en question l'intégrité du processus de vote.

La plupart des chefs ont confirmé leur présence, à l'exception de ceux des États de Santa Catarina et de Paraná, dans le sud du pays.

Le commandant de la Police militaire du Paraná, le colonel Hudson Leoncio Teixeira, a été le premier à informer qu'il ne se rendrait pas à Brasilia et qu'il n'y enverrait pas de représentant, alléguant une incompatibilité d'agenda, mais il y a des questions politiques en jeu.

Le colonel Teixeira a été enregistré le 2 novembre en train de négocier avec des manifestants qui remettaient en cause le résultat des élections et barraient une route dans la municipalité de Ponta Grossa, dans le Paraná.

À cette occasion, il a déclaré qu'il n'infligerait pas d'amende aux manifestants "pour le moment", bien qu'Alexandre De Moraes lui-même ait ordonné la libération immédiate des artères du pays trois jours plus tôt.

Metrôpoles indique que les alliés de Bolsonaro, comme le vice-président Hamilton Mourão, sont mécontents de la nouvelle convocation, considérant qu'il s'agit d'un acte politique du président du Tribunal Supérieur Électoral.

Par ailleurs, ce dernier a exhorté hier le président sortant, Jair Bolsonaro à reformuler sa plainte concernant l'annulation des résultats d'un groupe d'urnes électroniques.

En effet, Bolsonaro et le Parti libéral ont déposé des plaintes concernant des problèmes présumés sur 279 336 machines à voter lors du second tour, qui a été remporté de justesse par Luiz Inácio Lula da Silva.

Alexandre Moraes a rejeté la demande du groupe de droite parce qu'elle ne remet en cause que le fonctionnement du système électoral pendant le second tour, mais pas le décompte du premier tour, où Bolsonaro a obtenu plus de voix que prévu, selon les sondages.

"Ainsi, sous peine de rejet de la plainte, le plaignant doit modifier son recours légal afin que la demande couvre les deux tours des élections, dans un délai de 24 heures", a indiqué l'autorité de justice électorale dans un document dont elle a demandé la publication "en urgence".

Selon les documents fournis par le Parti Libéral, Bolsonaro aurait remporté 51,05 % des voix au second tour, battant prétendument le candidat du Parti des travailleurs (PT, gauche).

Un audit indépendant, composé d'informaticiens, aurait constaté que les urnes de l'ancien modèle ne comportaient pas de code d'identification individuel, ce qui serait une "indication de dysfonctionnement", assure la plainte du Parti Libéral.

Selon le Parti Libéral, toutes les urnes électroniques ne peuvent pas être contrôlées et seuls les appareils du modèle UE2020 se prêtent aux contrôles. M. Bolsonaro et le président du parti, Valdemar Costa Neto, ont déposé une requête auprès du TSE concernant la nullité des votes provenant de modèles d'urnes fabriqués en 2009, 2010, 2011, 2013 et 2015, et qui faisaient partie du processus des élections générales.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/305814-bresil-le-tse-analyse-avec-les-commandants-de-la-police-militaire-les-elections-presidentielles>



Radio Habana Cuba